



Le Bulletin de StreetNet

Numéro 14 Novembre 2008

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com site internet: www.streetnet.org.za

Bulletin de StreetNet sur site internet <http://www.streetnet.org.za/francais/page5.htm>

Dans ce numéro:

- **FUTRAND: Le Syndicat de l'économie informelle gagne la lutte pour reconnaissance au Venezuela**
Par Blanca Llerena, Secrétaire Général
- **GEFONT, Népal, organise une conférence des Femmes Syndicalistes de l'Asie**
- **KENASVIT: En train de diriger des consultations sur une nouvelle loi pour le secteur informel au Kenya**
Par Peter Odhiambo Okello, Secrétaire National de KENASVIT
- **Le Réseau Travail et Globalisation au Forum Social Européen**
- **CTCP-FNT: Aller de l'arène informelle vers la formalisation du travail au Nicaragua**
Par Adrian Martinez Rodriguez, Secrétaire Général
- **SEWA: En train d'éponger après les explosions des bombes à Ahmedabad, Inde**
- **KOSC: Après 20 ans, les vendeurs de rue continuent à lutter pour leurs droits en Corée du Sud**
- **CNTS: Après les négociations, de nouvelles stalles en construction pour les vendeurs**
- **Les vendeurs de marché négocient pour que le terrain soit alloué au développement du marché de Kampala**
Par Nakayemba Jacenta, Secrétaire de Balikuddembe market stalls and lock up shop owners association, NUIEWO, Uganda
- **FEDEVAL: S'opposer à l'expulsion force des vendeurs dans Lima**
Par Le Comité Directeur de FEDEVAL
- **MUFIS: Organiser dans de nouvelles régions du Malawi**
Par Davies Chimombo, Secrétaire Général

FUTRAND: Le Syndicat de l'économie informelle gagne la lutte pour reconnaissance au Venezuela

Par Blanca Llerena, Secrétaire Général

HISTORIQUE DE FUTRAND

Du 17 au 24 Mars 1992, s'est tenu à Caracas le XVème Congrès Mondial de la CISL (appelée maintenant CCI), avec comme thème principal le travail dans l'économie informelle. Parmi les conclusions figuraient la promesse de créer une fédération qui, par voie d'un congrès national, s'est tenue le 28 Novembre 1992. En présence des leaders des organisations des travailleurs de l'économie informelle venant de tous les Etats du pays, la Fédération Unique des Travailleurs indépendants et similaires de Venezuela, FUTRAND, a été formée par cinq Syndicats et quatre Associations syndicales. Aujourd'hui, la liste de nos membres se fixe à plus de 3 992 affiliés et plus de 1 000 000 de travailleurs fraternels dans notre organisation.

INSTITUTIONALITE

F.U.TRA.N.D est dûment légalisée et agréée avec l'Inspectorat National et les Affaires Collectives des Travailleurs sous le No 315, Feuillet No 177, Du registre approprié.

STATISTIQUES

Au Venezuela, selon le rapport du deuxième trimestre (Mai 2007) de l'Institut National des Statistiques !NE; La population totale était de 27 109465 personnes, dont 13 459 909 de main d'œuvre. 2 386 756 (13,9%) de ceux-ci travaillaient dans le secteur public, et 9 307 550 (86,1%) dans le secteur privé dont 6 921 794 (53,4%) travaillaient dans l'économie informelle. En d'autres termes, cela veut dire que sur dix travailleurs, un (1) appartenait au secteur public, un (1) au secteur privé, un (1) était chômeur, et sept (7) luttait dans l'économie informelle. Les variables des statistiques qui obscurcissent le panorama social du Venezuela indiquent que sept (7) des dix (10) travailleurs de l'économie informelle étaient des femmes.

OBJECTIFS

A l'occasion de l'Assemblée Nationale des Délégués de 1999, la Fédération Unique des Travailleurs Indépendants et similaires de Venezuela, FUTRAND, une organisation créée par l'article 40 de LOT affiliée au CTV, avec la participation des syndicats affiliés, a soumis une proposition dans la quelle nous avons justifié l'existence de ce secteur des travailleurs à tous les niveaux sociaux et économiques au Venezuela. Ceci a résulté du fait qu'à travers l'article 87 de la nouvelle constitution, l'Etat de Venezuela a reconnu les travailleurs autonomes et leur a offert l'opportunité de mettre en place de nouvelles structures pour son développement et sa participation dans le système de Sécurité Sociale.

Notre organisation syndicale, toujours dans le souci d'aider les travailleurs, était en train de développer des stratégies qui les orientaient à établir un planning, dans l'intention de les équiper, en s'appuyant sur leur propre potentiel et créativité, sur des questions sociales et économiques, afin qu'ils développent des activités au travers

de la construction de leur propre infrastructure.

Le but principal est d'établir des Centres de Services Multiples, planifiés et construits par les travailleurs eux-mêmes. Selon notre estimation on recense au moins un Centre dans chaque paroisse dans les grandes villes, avec suffisamment de confort, une crèche pour les enfants des travailleurs et pour les secteurs sociaux moins aisés, des services médicaux pour les travailleurs et leurs familles, des clubs sociaux où les travailleurs et la communauté pourront se divertir, des bureaux où les autorités municipales pourront installer leurs services publics, des bureaux de banque, des bureaux du syndicat et des bureaux pour les services sociaux, ainsi que 30% pour une zone qui sera réservée à l'incorporation de nouveaux travailleurs.

Une autre politique de FUTRAND consiste à former les travailleurs affiliés dans le domaine de nouvelles organisations, associations coopératives, enregistrement, administration des affaires, comptabilité, administration du paiement des taxes municipales, développement des capacités en négociation avec les entités publiques et privées. Pour ça, nous comptons sur la Fondation pour l'éducation et la formation des travailleurs sur des questions sociales et économiques (FUDESTRAND).

FUTRAND croit qu'avec la formation et l'acquisition de nouvelles connaissances, l'incorporation du système d'information sur Internet et la capacité créative des travailleurs, nous sommes à même de mettre sur pied nos propres politiques de croissance sans la participation de l'Etat, si l'on considère qu'en cas de changement du gouvernement, le nouveau gouvernement peut changer le tout.

De la même façon, les ordonnances municipales devraient tenir compte pour leur approbation d'activités des travailleurs dans l'économie informelle, garantissant des droits et des devoirs tant pour les travailleurs que pour les autorités municipales, et selon lesquelles les taxes fixées seraient favorables aux travailleurs et la communauté en général. Ces ordonnances devraient aussi tenir compte du contenu de l'article 87 de la Constitution actuellement en place.

En ce qui concerne la protection des travailleurs dans l'économie informelle, la nouvelle loi sur la Sécurité Sociale et la résolution de l'OIT de 2002 concernant le travail décent, exhorte tous les facteurs économiques à faire partie d'une façon ou d'une autre, des activités de ces travailleurs ainsi qu'avec l'Etat pour parvenir aux accords tripartites dans les paiement des frais au système de Sécurité Sociale sous la forme de sub-systèmes prioritaires que: Santé, Education, retraite et politiques de logement, pour lesquels un frais au prorata serait:

- 1.) Contribution de l'Etat (Municipale, Régionale ou Nationale);
- 2.) Une mesure imposée qui a un effet sur les pourvoyeurs des services, aux travailleurs qui fournissent biens et services équivalents à entre Bs 0,25% à 0,75% pour chaque 100 Bs (Bolivars) des factures pour la vente des marchandises, avec la contribution des organisations syndicales;
- 3.) La contribution des travailleurs.

FUTRAND propose un recensement dans lequel l'information économique, sociale et les activités qui sont réalisées par chaque travailleur pour que la collecte pour le

système de sécurité se fasse à travers les organisations des travailleurs et que la contribution de la Municipalité soit soustraite à la taxe municipale. Ensemble, avec cette mesure, nous demandons la création d'un sous Ministère des Travailleurs indépendants, qui sera un organe du Ministère du travail avec la représentation des municipalités, des travailleurs, fournisseurs et l'autorité de ce ministère, avec un budget autonome consacré au monitoring, à la supervision et à la collection de ces contributions.

GEFONT, Népal, organise une conférence des Femmes Syndicalistes de l'Asie

La CSI a demandé à tous ses affiliés de marquer l'année 2008 comme étant l'année pour un travail décent. L'OIT a mis sur pied une campagne globale ciblant l'année 2009 comme l'année du 10ème anniversaire de son plan d'action pour l'égalité de genre sous le thème - Egalité de Genre au Cœur du Travail Décent.

C'est pour connecter nos sentiments et initiatives avec cette campagne que le GEFONT a organisé une conférence régionale des Femmes Syndicalistes en Asie du Sud du 20 au 22 Septembre 2008 à Kathmandu, Népal sous le thème "ensemble nous réussiront: Travail Décent et une meilleure Asie".

La conférence a réuni quelques 500 participants dont environ 30 délégués étrangers en provenance de 16 pays, à savoir l'Afrique du Sud, Suède et Nouvelle Zélande.

Pat Hom, Coordinatrice Internationale de StreetNet a parlé des droits au Travail dans le contexte du secteur informel. Partout des droits fondamentaux sont réclamée: droit d'organiser, reconnaissance de nos organisations, droit aux négociations collectives, protection contre la discrimination, protection contre le travail forcé, et un environnement de travail sûr et rassurant. Mais là où il y a une culture de règne non démocratique, le droit à la démocratie, à l'égalité et aux services publics doit aussi être pris en compte. "Organiser, Organiser, Organiser!" C'est encore notre message principal, a dit Pat Hom. Les femmes doivent être organisées aussi bien en tant que femmes qu'en tant que travailleuses, et c'est important de former les femmes leaders des travailleurs pour diriger la lutte.

Source: GEFONT, Rapport sur la conférence régionale des femmes syndicalistes en Asie du Sud et Site Web.

KENASVIT: En train de diriger des consultations sur une nouvelle loi pour le secteur informel au Kenya

Par Peter Odhiambo Okello, Secrétaire National de KENASVIT

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'atelier auquel j'ai participé au Sénégal du 26 au 36 Mars 2007.

L'atelier de StreetNet sur "les négociations collectives dans l'économie informelle, lois et stratégies de litiges dans le secteur de vente de rue" a nécessité que les affiliés élaborent un plan d'action pour leurs pays respectifs. En tant que délégué de KENASVIT, j'ai présenté un plan d'action sur le projet de loi sur les micro et petites entreprises en 2007 à l'atelier. Ce projet de loi va avoir un effet négatif sur l'économie informelle au Kenya. Ce projet de loi a été élaboré par le ministère Kenyan de Travail et de développement des ressources humaines.

La réunion du comité de gestion de KENASVIT du 12 Avril 2007 a adopté le plan d'action élaboré à l'atelier du Sénégal. Le comité de gestion a sanctionné la mise en application du plan d'action à travers la stratégie suivante:

L'adoption d'une résolution selon la quelle une lettre sera envoyée à tous les partenaires et collaborateurs locaux de KENASVIT les invitant à participer et nous aider à introduire le projet de loi M.S.E 2006 dont la phase de validation était imminente.

KENASVIT a organisé un atelier sur le projet de loi M.S.E du 26-27 Juillet 2007 à Nairobi. 27 représentants des organisations suivantes ont participé:

- i. Quatre délégués de nos sept alliances urbaines;
- ii. Des Professionnels des Organisations Communautaires (COPA-Kenya);
- iii. Alliance du secteur privé du Kenya;
- iv. Institut pour les études du Développement - Université de Nairobi;
- v. Ministère du travail.

Le but principal de l'atelier a été de faciliter une bonne compréhension du projet de loi M.S.E par les vendeurs de rue et marchands informels, conduisant au développement de leur position sur la nouvelle loi qui affecte le secteur.

L'atelier était couronné de succès et les participants ont fait des amendements nécessaires au projet de loi. Un comité de direction du projet de loi M.S.E a été élu pour prendre contact avec d'autres organisations intéressées et faire pression pour l'adoption du projet. KENASVIT a préparé un document sur le projet de loi M.S.E qui a été présenté au ministère du travail et du développement des ressources humaines, et au bureau du Procureur Général pour examen.

Nous avons décidé que les leaders des alliances urbaines devraient contacter les parlementaires de leurs circonscriptions et discuter avec eux de l'ébauche du projet de loi étant donné que les élections générales étaient proches.

KENASVIT et le comité directeur du projet de loi M.S.E, ont organisé un atelier des détenteurs d'enjeu le 30 Novembre 2007 à Nairobi. Les organisations suivantes ont été invitées et ont participé à l'atelier:

- i. La Fédération Jua Kali du Kenya;
- ii. Les vendeurs Massai de marché;
- iii. Les petits vendeurs vivant avec handicapés;
- iv. L'association des pêcheurs.

L'objectif principal du forum était de rassembler les groupes d'intérêt variés du secteur informel afin de discuter au sujet du projet de loi MSE et établir un consensus sur les questions de divergence. Cette réunion était une activité préparatoire très importante dans le processus de validation du projet de loi où les commerçants du secteur informel doivent parler d'une même voix en ce qui concerne les dispositions clés de ce projet.

La plupart des détenteurs d'enjeu n'avaient pas encore eu le temps de discuter de l'ébauche du projet de loi et ce forum leur offrait une opportunité de le faire.

Voie à suivre

Nous avons décidé d'un commun accord de former un comité des associations inter M.S.E, qui va mener le projet de loi M.S.E avec tous les détenteurs d'enjeu représentés.

Tous les détenteurs d'enjeu devront organiser une réunion avec les leaders de leurs secteurs dans le but de développer une proposition sur le projet de loi MSE et le présenter à la réunion du comité de direction de KENASVIT d'ici le 15 Décembre 2007.

Le forum a aussi décidé d'envoyer l'ébauche du projet de loi M.S.E à d'autres groupes du secteur informel qui n'étaient pas présents à l'atelier. Ces groupes incluent les tisseurs, les photographes en free-lance, le groupe bodaboda (les cyclistes n'ont pas été inclus dans le projet de loi parce que l'on considéré qu'ils appartenaient au secteur des Transports).

Il était prévu d'organiser une réunion conjointe des détenteurs d'enjeu pour leur permettre d'harmoniser leurs positions et développer le projet de loi MSE qui serait mis en place par le gouvernement. Le prochain forum des détenteurs d'enjeu devrait se tenir d'ici le 15 Janvier 2008-08-29.

Ce dernier atelier proposé sur le projet de loi a été annulé à cause des violences post-électorales survenues à la suite des élections générales.

KENASVIT maintient la demande d'aide adressée aux partenaires volontaires pour continuer à mobiliser des ressources afin de faire mettre en application le reste du

processus sur le projet de loi MSE et l'acte jusqu'à ce qu'il soit éventuellement validé par le parlement.

Le Réseau Travail et Globalisation au Forum Social Européen

De 17 au 21 Septembre 2008 Le Forum Social Européen (FSE) s'est tenu à Malmö, au Sud de la Suède. Le forum a représenté, et de loin, le plus grand rassemblement dédié aux mouvements sociaux et à une société civile progressive en Europe - luttant pour la création d'une Europe et d'un monde meilleurs. Plus de 20 000 personnes ont participé au FSM de Malmö. Plus de 200 Séminaires et ateliers mêlés accompagnés de projections de films, d'activités culturelles, de réunions informelles, d'activisme et de présentations.

Pat Hom, Coordinatrice de StreetNet International a participé à la réunion sur le Travail et la Mondialisation qui est tenue à Malmö le 19 Septembre 2008, suite aux premières discussions que StreetNet a eues avec le Réseau Travail et Globalisation en janvier 2007 au Forum Social Mondial de Nairobi - organisées autour de deux thèmes principaux, comme suit:

- Discussion sur le Réseau Européen, et
- Discussion sur la Solidarité Nord - Sud.

CTCP-FNT: Aller de l'arène informelle vers la formalisation du travail au Nicaragua

Par Adrian Martinez Rodriguez, Secrétaire Général

INTRODUCTION

Pendant les six années passées, la Confédération des Travailleurs Autonomes a mené une série d'activités destinée à aider les travailleurs de l'économie informelle au Nicaragua et leur ouvrir de nouveaux horizons, un nouveau destin, au travers de la création d'une nouvelle voie.

Surmonter les obstacles représente un défi, dans la mesure où pour y parvenir l'on doit s'affranchir d'un ensemble de conditionnements et d'idées qui sont étroitement liées au modèle économique néo-libéral, qui pour se maintenir, a créé une série d'éléments manipulateurs qui corrompent les sentiments, le comportement, la conduite et les actions du peuple. Pour briser ce mur, il est nécessaire d'organiser les moyens de résistance et de développer les outils permettant d'oeuvrer pour le changement des relations sociales et économiques dans ce secteur.

Notre objectif stratégique est de développer un nouveau système économique et social qui garantisse l'application correcte de la loi, la gratuité de l'enseignement technique, la sécurité sociale pour tous les nicaraguayens, un travail décent, et un

accès à l'emploi; ceci peut être rendu possible par une distribution équitable des revenus, un système de sécurité pour tous, la reconnaissance des travailleurs autonomes comme acteurs à part entière de la vie politique et économiques, qui génèrent des richesses et on besoin de d'éducation, santé, financement, assistance technique et services de base pour s'évoluer.

Le CTCP, dans son désir et responsabilité de bâtir de telles capacités a entrepris une série d'études et diagnostics avec l'assistance technique d'organismes officiels comme CIPRES, ISACC, CES, CINASE et autres. Ces études ont reçu le soutien financier des organismes de solidarité tels que l'UGT, FOS Belgique, LO de Norvège, le Conseil Danois des Syndicats et l'OIT; les résultats de ce processus, qui vise à donner une plus grande aptitude aux acteurs de l'économie informelle, ont été très positifs et importants dans la construction de cette nouvelle voie.

Pour cette raison, il est nécessaire de former et préparer ses leaders en leur donnant la capacité de proposer des alternatives à la situation actuelle, de planifier des actions, de travailler, de gérer les ressources, d'assurer le suivi et de contrôler l'exécution des plans d'action tracés.

Les efforts et ressources consentis jusqu'à présent ont donné des résultats satisfaisants, principalement en contribuant à améliorer l'unité du secteur, l'organisation syndicale, la cohésion territoriale de ses membres, la participation et la mobilisation des travailleurs; ceci montre que de grandes avancées ont été réalisées. Cependant les aspects de gestion, dialogue négociation peuvent être mieux utilisés, de même que le développement des micro et petites entreprises appartenant aux travailleurs, et leur conversion en de petites unités qui auront un impact majeur sur le développement socio-économique du pays.

Pour développer un nouveau système économique et social, il est important de surmonter la nature indépendante, exploitante et exclusive des ressources, des connaissances, de la technologie et du marché. Pour y parvenir nous devons obtenir le soutien de l'Etat du Nicaragua et de ses institutions.

Atteindre les hautes sphères est un processus qui demande beaucoup d'efforts, et commence par l'appropriation d'un pouvoir qui pourra être utilisé pour influencer les instances qui décident des politiques publiques, quand cela est nécessaire. Pour ça, on a besoin d'une organisation syndicale forte, où les gens auront accès à la technologie, au capital, à la connaissance et à la terre. Ceci veut dire qu'il faut avoir les moyens nécessaires pour aller de l'avant d'une manière durable, parce qu'il s'agit des actions que les travailleurs doivent entreprendre dans leurs tâches quotidiennes.

Les points exposés ci-dessus affirment qu'au Nicaragua l'économie informelle représente un grand potentiel pour le développement social et économique du pays. Toutefois les objectifs à atteindre ne visent pas à étendre ce type d'économie mais plutôt d'essayer de tirer profit de son potentiel pour générer richesse et emploi. Nous devons progressivement quitter l'arène informelle vers la formalisation du travail.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Pour nous permettre d'avancer dans ce processus transitoire, la confédération des travailleurs autonomes s'est fixé les objectifs suivants:

- Former les travailleurs autonomes et élever leur niveau technique et éducationnel pour que la performance de leurs micro et petites entreprises soit couronnée de succès et qu'ils atteignent le processus de transition entre travail informels et travail formel plus rapidement.
- S'occuper urgemment des causes fondamentales de la croissance et persistance de l'économie informelle, briser les barrières qui empêchent la formalisation de cette économie, car celle-ci représente un pilier important du développement socio-économique du pays.
- Assurer la disponibilité des ressources, moyens et connaissance technique pour que les travailleurs puissent en faire bon usage, et aussi mettre en place un système spécial de protection sociale qui permette aux travailleurs autonomes d'être rapidement incorporés dans le système de sécurité sociale.
- Promouvoir la discussion et approbation par l'Assemblée Nationale d'une loi qui reconnaisse les travailleurs autonomes comme sujets politiques susceptibles de générer de la richesse, et qui font partie des statistiques gouvernementales et de ce fait ont le pouvoir de défendre leurs droit aux opportunités économiques.

ACTIVITES REALISEES

Dans le but d'atteindre les objectifs établis par l'organisation, les activités suivantes ont été réalisées:

1. Nous avons entrepris des négociations avec le gouvernement local de la ville de Managua, l'objectif principal étant de mettre en place des mécanismes participatifs et fonctionnels dans le processus de prise de décision au sein de la décharge publique de la ville de Managua (LA CHURECA), où les travailleurs du syndicat de recyclage sont entrés en grève pour une durée de 33 jours jusqu'à ce que la participation des travailleurs à ce projet ait été définie.

2. Nous avons mené des négociations avec la compagnie privée Centro Comercial Metrocentro, dont les propriétaires sont des membres de la famille Pome d'El Salvador, concernant la construction d'une zone commerciale pour les travailleurs autonomes; en conséquence des modules commerciaux mobiles ont été construites pour 22 travailleurs autonomes, ce qui garantit l'ordre, l'hygiène, l'attrait de l'environnement et la sécurité-personnelle dans la zone où ces camarades travaillent.

3. Nous avons organisé 1 800 travailleurs dans la Zone industrielle ouverte Las Mercedes, dans la périphérie de Managua, qui permettra l'amélioration des conditions de travail, l'hygiène et la sécurité personnelle, dans le cadre du processus de négociation avec le gouvernement central de l'octroi de 45 micro crédits à travers le programme profit Zéro dont les femmes travailleuses sont les seules bénéficiaires.

4. La CTCP, avec l'intention de renforcer la capacité de ses leaders dans le cadre d'élaboration des projets, a développé un cours de Diplôme Spécial sur la Gestion des Micro, Petites et Moyennes Entreprises avec la participation de 26 leaders pour une durée de deux ans, jusqu'en Décembre 2009.

5. Pour pouvoir accroître le niveau technique et culturel des travailleurs de CTCP-FNT, un programme d'éducation formelle (études secondaires) auquel participent 172 travailleurs, ainsi qu'un programme accéléré d'éducation primaire auquel participent 43 travailleurs, une activité qui est soutenue par l'Université Nationale Agronomique (UNA) et l'Université Nationale Indépendante du Nicaragua (UNAN).

6. Par manque d'accès aux micro crédits qui aideraient à convertir ses unités en petites compagnies générant ainsi la richesse, la CTCP a promu la création de la Coopérative des Services Multiples, R.L. (COOVIN), à travers la quelle 435 micro crédits ont été octroyés autorisés au même nombre de bénéficiaires, sous la forme d'un fonds rotatif soutenu par la Joseph Comaposada de Catalunya et le Conseil Danois des Syndicats. Ce fonds a donné aux travailleurs autonomes les moyens d'un changement pour une nouvelle perspective de développement.

En conclusion, nous voudrions vous faire partager le sentiment que nous avons que, malgré ces avancées que nous avons réalisées, les expulsions, les humiliations, le mépris, la persécution et les emprisonnement de travailleurs autonomes sont encore fréquents, parce que l'un des principales armes du modèle néo-libéral est de saper l'amour propre du peuple et de le soumettre à la punition pour son malheur.

SEWA: En train d'éponger après les explosions des bombes à Ahmedabad, Inde

L'explosion de 18 bombes a frappé Ahmedabad le 26 Juillet, toutes dans des places publiques, tuant 54 personnes et blessant environs 120. L'explosion la plus meurtrière s'est produite dans la salle pour les personnes traumatisées du Civil Hospital, lorsque les victimes d'autres explosions ont commencé à arriver pour être traitées. Malheureusement toutes les bombes ont été disposés dans les quartiers d'Ahmedabad fréquentés par la classe travailliste, et donc la majorité des tués et blessés ont été des travailleurs. Au moins 20 des tués ou blessés venaient des familles des membres de SEWA - familles des travailleurs du bâtiment et vendeurs d'Ahmedabad.

Ces explosions ont eu pour effet immédiat de créer un sentiment de crainte qui a couvert la ville. Les gens avaient peur d'envoyer leurs enfants à l'école, d'aller au travail ou de sortir socialement. Cette situation a particulièrement affecté plusieurs membres de SEWA étant entendu que les bombes ont explosé dans leurs quartiers non loin de là où ils vivent ou travaillent. Les emplois des membres de SEWA on été sérieusement affectés, surtout dans certains groupes. Les plus touchées étaient les ramasseuses des papiers et loques, à qui l'on a donné l'instruction de ne pas s'approcher des tas de déchets, qui pouvaient dissimuler une bombe.

Les leaders et membres de SEW A ont réagi aussitôt qu'elles ont reçu l'information à propos des bombes. Les leaders de SEW A ont rendait visite à les zones affectées pour se renseigner sur les blessés, les amener à l'hôpital, et s'assurer qu'ils reçoivent un bon traitement. Immédiatement, les membres de SEWA on aussi réagi

individuellement aussi pour aider; Par ex, un membre de SEWA qui visitait un membre de sa famille à l'hôpital Civil quand la bombe a explosé, a immédiatement couru pour acheter les médicaments pour les blessés. Les leaders de SEWA ont dit à leurs membres qu'ils devraient rester calme et s'assurer qu'il n'y ait pas de violence dans leurs quartiers. Nous avons tenu des réunions dans le centre Shanti Path (voie de la paix) de SEWA où les membres Hindous et Musulmans discutaient l'incident. Un membre a dit "dans ces explosions, les Hindous comme les Musulmans sont morts. Les terroristes n'ont pas de religion; ils sont anti-peuple. Nous devons nous unir pour contrer leur tentative de nous diviser".

À partir du *Bulletin no 16 de SEWA*

Site internet:http://www.sewa.org/images/Bomb_blasts_inAhmedabad.pdf

KOSC: Après 20 ans, les vendeurs de rue continuent à lutter pour leurs droits en Corée du Sud

20eme Anniversaire de KOSC

KOSC a organisé son 20eme anniversaire le 13 Juin 2007. Nous avons célébré les luttes et activités de KOSC et avons demandé au gouvernement Métropolitain de Séoul de stopper sa politique de réglementation unilatérale sur les vendeurs de rue et qu'il garantisse les droits à la vie et au travail pour les vendeurs de rue.

Election

A travers le Congrès de StreetNet tenu le 6 Décembre 2007, de nouveaux leaders ont été élus. KOSC a pu élire une femme leader pour représenter les femmes membres.

La lutte de Goyang

Le gouvernement municipal a réprimé les vendeurs de rue à la mort. Mr. Geun-jae Lee (vendeur d'aliments dans la ville de Goyang) s'est brûlé vif le 12 Octobre 2007 à cause de la répression violente. KOSC a lutté pour plus d'une année contre le gouvernement municipal pour qu'il stoppe des répressions violentes. Pendant la lutte, plusieurs membres et Exécutifs de KOSK ont été blessés et arrêtés.

Politique Régulatrice Spéciale sur les vendeurs de rue

Le 28 Février 2007, le gouvernement de la Métropole de Séoul a tenu une conférence de presse et déclaré qu'il a changé l'ancienne politique prohibitive de vente de rue pour une politique régulatrice appelée Politique Régulatrice Spéciale sur les vendeurs de rue. Mais l'objectif n'était pas de garantir les droits des vendeurs de rue, mais pour vider les rues. Cette politique incluait:

1) Ceux qui ont commencé à vendre après l'entrée en vigueur de cette politique ne sont pas autorisés à vendre et deviennent la cible des répressions sévères.

2) Chaque après 1 année ou 2, les vendeurs de rue enregistrés doivent encore se faire enregistrer et cette fois-ci les exigences sont très strictes. Par Exemple, les vendeurs de rue qui ont plus de 100 000 SUS sont automatiquement exclus (si nous considérons les prix en Corée du Sud, ce montant est trop bas).

3) Les vendeurs de rue ne peuvent vendre qu'après 16h00.

4) Il est strictement interdit de vendre tout près d'arrêts bus, stations souterraines ou passages des piétons.

5) Seul un petit nombre des vendeurs d'aliments est acceptable. Cette politique ne reconnaît pas les vendeurs de rue comme membres des syndicats/sociétés; elle ne reconnaît pas non plus les droits des travailleurs dans l'économie informelle. Par conséquent KOSC s'organise pour opposer cette politique.

Les vendeurs de rue dans le marché aux puces de Dongdaemun

En 2004 les vendeurs de rue de Cheonggye-chon ont été forcés de s'installer au stade de Dongdaemun (maintenant le marché aux puces de Dongdaemun) à cause du projet de développement de l'ancien Maire. Mais Mr Myeong-bak Lee n'a pas tenu ses promesses depuis 2005 et le nouveau Maire, Mr Se-hun Oh a muté les vendeurs de rue de ce marché vers une autre place isolée qui étaient utilisée auparavant comme école moyenne. Et au stade de Dongdaemun le gouvernement métropolitain de Séoul planifie d'y construire un jardin public et un complexe. Ce problème ne se limite pas seulement aux vendeurs de marché, mais concerne tous les vendeurs de rue de la Corée du Sud, parce que cette politique va s'étendre à d'autres secteurs et villes.

CNTS: Après les négociations, de nouvelles stalles en construction pour les vendeurs

Après l'atelier de Saly, les responsables de l'économie informelle de la CNTS se sont retrouvés pour voir quelles stratégies adopter pour la mise en œuvre de l'expérience acquise à Saly.

Nouveaux programmes

Etant donné que la CNTS comptait déjà 2200 membres acteurs de l'économie informelle affiliés et cotisant dans différents syndicats, nous avons convoqué une assemblée générale de l'économie informelle pour la restitution de la réunion de Saly et pour poser les futurs jalons de travail tels que:

- les nouvelles stratégies de recrutement des travailleurs de l'économie informelle et les méthodes à améliorer;
- les séminaires de formation des formateurs qui seront organisés prochainement;
- l'évaluation de l'application des accords déjà signés entre les autorités locales et les vendeurs de rue; · Gestion de nouveaux conflits;
- quels nouveaux services faudrait-il imaginer pour mieux intéresser les vendeurs de rue à l'activité syndicale.

Activités nouvelles

A) Les commissions qui étaient déjà en place ont été renforcées pour:

1. Recruter de nouveaux membres acteurs de l'économie informelle.
2. Accompagner les organisations des vendeurs de rue dans leurs négociations avec les autorités.
3. Motiver les vendeurs de rue à se syndiquer pour une meilleure protection.

B) Le département syndical chargé de la formation et de l'éducation a organisé un séminaire de 03 jours du 16 au 18 Mai 2007 à l'hôtel Faidherbe de Dakar pour le renforcement des capacités des femmes leaders de l'économie informelle.

C) La commission chargée du recrutement a fait un grand travail car elle est parvenue à recruter 800 nouveaux membres en l'intervalle d'un mois de sensibilisation et d'informations (assemblée générale du 1er Mai au marché Sandaga qui est l'un des plus grands marchés de Dakar).

D) La commission de suivi a accompagné les vendeurs de rue du marché de Sandaga à plusieurs négociations avec les autorités locales de la ville qui sont les représentants de l'autorité municipale pour la gestion de la situation des vendeurs de rue qui occupent les grandes artères de la ville sans autorisation.

Il s'agit du Directeur des Halls et marchés ainsi que les maires des communes d'arrondissement. Ces négociations ont abouti de manière très positive car l'autorité municipale de Dakar a autorisé les vendeurs à occuper provisoirement les avenues et les artères de Sandaga sans gêner la circulation des véhicules et des piétons, et aussi de ne pas encombrer la devanture des boutiques des grands commerçants.

Ensuite, l'autorité municipale nous a montré une voie à suivre pour éviter d'avoir de nouveaux déboires avec la municipalité le jour où celle-ci décidera de les déguerpir. A cet effet, elle nous a recommandé d'aller au crédit municipal de Dakar qui est une institution financière de la ville de Dakar, d'y ouvrir des comptes d'épargne bloqué pour pouvoir bénéficier des cantines et souks qui sont construits par la municipalité. Ainsi, tous les vendeurs détenteurs de compte dans cette mutuelle sont recensés et la municipalité les a mis en contact avec les promoteurs qui ont déjà commencé à les caser dans les centres commerciaux qui sont entrain d'être construits dans toute la ville.

Et ce qui est plus important, c'est que les vendeurs déplacés reçoivent une subvention de la municipalité et ils ne versent que des sommes très symboliques pour entrer dans les souks soit 5% de leur valeur réelle. Le reste, ils le paieront petit à petit suivant l'accord signé avec le promoteur.

Les vendeurs de marché négocient pour que le terrain soit alloué au développement du marché de Kampala

Par Nakayemba Jacenta, Secrétaire de Balikuddembe market stalls and lock up shop owners association, NUIEWO, Uganda

En 2005, les vendeurs de marché à Kampala se sont trouvés confrontés à la possibilité d'être expulsés des marchés où ils vendaient pendant plus de 20 ans pour permettre le développement et renouvellement urbain par le gouvernement local de Kampala.

Quand le plan d'expulsion a été rendu public, les leaders des vendeurs de marché de tous les marchés de Kampala ont demandé l'audience avec le Président et le Ministre du Gouvernement local auxquels ils ont demandé qu'en tant que locataires déjà établis, le gouvernement devrait leur accorder la priorité de redévelopper le marché au lieu de vendre ce terrain à un investisseur privé.

Kampala City Council

Ce terrain est la propriété de Kampala City Council qui, en collaboration avec le Ministère du gouvernement local, est responsable pour le développement de la ville et l'identification des investisseurs viables pour le faire. Kampala City Council a le pouvoir d'utiliser un terrain pour un but différent, y compris re-développer les marchés pour qu'ils se conforment aux normes de la ville. Après l'argumentation par les vendeurs de marché, la décision a été prise et une annonce faite le 21 Juin 2007.

En conséquence, au lieu que le vieux marché soit démoli, une nouvelle infrastructure de marché va remplacer l'actuelle sur un terrain de 3,5 hectares, M244 Nakivubo Road. En 2006, on a commencé la conception du plan de re-développement du marché selon le quel, tous les vendeurs vendeurs dans l'ancien marché seront accommodés dans la nouveau centre et il y aura de l'espace pour davantage de vendeurs informels dans la grande structure.

Le projet de re-Développement de Balikuddembe (OWINO) en cours est actuellement dirigé par St. Balikubembe Market stalls and lock up shop owners Association limited.

Plan du Nouveau marché

Le marché actuel contient 6500 stands, 750 boutiques et 2500 vendeurs dans les corridors et parkings. Les plans du nouveau marché conçus en consultation avec TFK Consult Uganda Ltd ont été remis à Kampala City Council. La nouvelle structure de six étages aura suffisamment d'espace pour l'entreposage et les toilettes modernes pour satisfaire aux besoins des vendeurs et clients, ainsi que des structures additionnelles dont une grande salle, un centre médical, des bureaux, des boutiques et un parking. Le nouveau marché aura 50 000 places de travail.

Les vendeurs ont développé un plan d'investissement pour les stands dans le centre. Au début, les vendeurs vont contribuer 1 million de shillings Ougandais (en viron 650 \$US) pour l'achat du terrain. Le coût d'acheter une boutique coûtera 9 Millions de shillings Ougandais (à peu près 5530 \$US). Cet argent sera financé par un crédit à

long terme aux vendeurs. Actuellement les vendeurs payent entre UGX 150.000 à 5000.000 (\$US 92-306).

L'un des avantages pour la Municipalité de Kampala sera la création d'emplois et davantage d'espace pour les vendeurs informels et aussi l'accroissement des revenus à partir des taxes que les vendeurs informels payeront au gouvernement local.

Visitez le site web: <http://www.stbalikuddembemarket.com>

FEDEVAL: S'opposer à l'expulsion force des vendeurs dans Lima Par Le Comité Directeur de FEDEVAL

FEDEVAL a mené des actions de défense depuis que l'administration des nouveaux maires de la métropole de Lima est en fonction. Ci-dessous nous détaillons ses activités et les requêtes que nous avons faites aux Maires.

1. Dans les Districts de Victoria (Gamarra), Puente Piedra, Carabayllo et Saint Martin de Porres, FEDEVAL a demandé par écrit aux Maires le dialogue concernant la négociation collective avec les propositions de formalisation qu'a la fédération pour ses organisations affiliées. Pourtant, les maires n'ont pas encore répondu.
2. Nous avons organisé une marche de protestation afin de persuader le maire Fredy Ternero de nous recevoir dans son bureau à travers le dialogue, mais le maire n'a pas accepté de nous recevoir ; il a plutôt fui de la derrière porte de la municipalité. Voici la manière dont le mauvais maire s'est comporté en autorisant une grande expulsion dans le mois de mai.

Plus tard, FEDEVAL en coordination avec le Front pour la Défense a organisé une vigile et une conférence de presse allant de 19.00 à 24.00 dans le lieu de Caquetá.

3. Dans le district de Puente Piedra, dans une situation impliquant 1500 vendeurs de rue, la situation est différente. Elle consiste à des charges excessives organisées pour les étalages qui ont été organisées par l'administratrice du marché de Huamantanga (qui est la mère du maire de ce District). FEDEVAL et CUT- Pérou ont demandé l'interview avec l'administratrice et ont demandé qu'au cours de l'interview, elle puisse nous présenter le document prouvant sa responsabilité sur la propriété dans laquelle le marché est situé et quelle action qui permet la location des étalages aux vendeurs. La femme a refusé l'interview et n'a pas présenté le document demandé et depuis lors elle n'a plus troublé les vendeurs jusque-là et non plus augmenté les frais de loyer aux vendeurs.

4. FEDEVAL avec le support de CUT compte sur le Centre du Support Légal de l'Economie Informelle pour lequel la personne responsable de ce bureau, monsieur Manuel Sulca Escalante est le secrétaire de la Promotion et le Développement Social de la CEN de CUT. FEDEVAL a emmené des actions protectrices et des mesures préventives contre la municipalité de saint Martin de Porres, Carabayllo, Puente Piedra. Dans la municipalité de Saint Martín de Porres, nous avons provoqué le renvoi d'un personnel dans cette municipalité, monsieur Carlos Mendieta puisqu'il a créé une

expulsion illégale et brutale des vendeurs de rue dans ce district.

5. Quinze jours après, FEDEVAL en tant que membre affilié à CUT, a demandé le support de l'Union pour la Défense des vendeurs de Caquetá en réclamant leurs étalages. Par la convention de CEN, CUT a accepté cette demande et a envoyé deux propositions lesquelles nous avons à notre tour envoyées à Front pour la Défense de Caquetá afin qu'ils puissent les évaluer. Ils nous ont informé qu'ils étaient d'accord avec les propositions:

1. Tenir une démonstration publique obstruant les avenues en face de la municipalité de Saint Martin de Porres, et tenir une conférence de presse afin de persuader le maire à entrer en dialogue avec nous dans son bureau.

2. Pendant les heures de travail du 7 octobre au cours de la campagne pour le Travail Décent, organiser une démonstration publique des travailleurs unionistes, vendeurs de rue et les organisations sociales de Cono Norte en face de la municipalité de Saint Martin de Porres; et protester contre l'abus des vendeurs de rue affiliés à FEDEVAL.

Jusqu'à ce moment, il n'y a pas eu de réponse à ces propositions par CUT par les vendeurs de rue de Caqueta pour confirmer s'ils les acceptent ou pas.

Nos principes et notre devoir est de défendre nos affiliés. Pour ces raisons, nous demandons l'assistance des membres affiliés de StreetNet et leur support pour travailler avec les organisations internationales du travail et de droit de l'homme, comme CUT a offert son support lorsque c'était demandé et si leurs propositions sont acceptées.

Finalement, nous réitérons que nous avons conduit beaucoup d'actions protectives sur le plan légal, administratif et d'autres luttes pour l'action sur terrain qui certainement prendraient assez de temps pour décrire ici, et nous assistons ou supportons toujours dans tous les districts où il y a abus ou une tentation quelconque contre le travail des vendeurs de rue sans considération de leur affiliation ou non à FEDEVAL.

Des maintenant, nous vous tiendrons informer des actions menées en défense de nos camarades vendeurs de rue au Pérou.

MUFIS: Organiser dans de nouvelles régions du Malawi

Par Davies Chimombo, Secrétaire Général

En 2007, nous avons visité toutes les branches, créé de nouvelles branches dans la Région Centrale et les comités des femmes ont été élus sauf dans quelques branches. Deux nouvelles branches ont été mises en place dans la région centrale du Malawi, ces branches se trouvent dans les marchés suivants: Salima, Lumbadzi, Mponela, Mchinji, Nkhotakota, Kasungu, Dedza, Ntcheu et deux nouvelles branches dans la région du Sud à Blantyre et Thabwa à Chikwawa. Nous avons besoin d'organiser des réunions de suivi avec toutes les branches (places) déjà organisées. Maintenant nous devons organiser la région du Nord et pourvoir des services aux membres existants pour que les autres puissent adhérer.

Séminaires/Ateliers/Réunions: Les officiels de MUFIS ont participé aux ateliers internationaux au Sénégal et en Afrique du Sud mais n'ont pas réussi à participer au Congrès de StreetNet International au Brésil ainsi qu'à la conférence de la FIAET en Inde à cause des problèmes de visa.

StreetNet International: Le Secrétaire Général de MUFIS a assumé les fonctions de Coordinateur Assistant pendant six mois jusqu'en Avril 2007.

Réunions avec les détenteurs d'enjeu: MUFIS a tenu des réunions avec des détenteurs d'enjeu variés à Blantyre et Lilongwe. La grande question discutée concernait comment ils pourront travailler avec MUFIS et comment disponibiliser et partager les opportunités. Les officiels du Gouvernement incluait le Ministère du Gouvernement Local et Développement Rural, Ministère du Travail et formation professionnelle, Commission Nationale sur le SIDA ainsi que le Ministère du Commerce; dans le secteur privé il y avait la Coalition des Entreprises du Malawi contre le VIH/SIDA et le CISP, qui est une organisation Italienne installée au Malawi qui offre des formations aux gens qui ont ou gèrent des petites entreprises.

Nous nous sommes aussi rencontré avec:

- Fred Parry, représentant de l'OIT basé au Zimbabwe au bureau régional de l'OIT, concernant les organisations des travailleurs de l'économie informelle de MUFIS.
- Le Secrétaire Général de la Centrale Syndicale du Malawi (Malawi Congress of Trade Unions) sur le progrès du MOU avec MUFIS.
- Des Syndicats formels qui ont leurs bureaux à Blantyre, sur comment ils peuvent se soutenir l'un et l'autre dans l'organisation des travailleurs de l'économie informelle.
- War on Want et collègues d'autres organisations impliquées dans la production du livre "Forces du Changement".

Le Ministère du commerce et secteur privé a informé MUFIS que la politique sur l'économie informelle n'est pas encore prête et que MUFIS sera impliqué dans le processus dès que le comité technique sera prêt.

Manuel de formation de la FIAET: Des ateliers utilisant les nouveaux matériaux de la FIAET sur l'éducation des travailleurs, ont été organisés dans plus de vingt endroits différents.

Visite d'échange: En 2006 la délégation de MUFIS est allée au Eastern Cape en Afrique du Sud, et maintenant certains membres de MUFIS sont allés à Umtata vendre leurs biens en 2007 et se sont rencontrés avec leurs homologues.

Expulsion des vendeurs des rues: Pendant cette année, les vendeurs ont été relogés des rues vers des places qui n'étaient pas prêtes à l'occupation malgré des assurances des officiels du gouvernement à MUFIS, à tous les malawites et à la communauté internationale que les marchés seraient prêts avec toutes les aménités avant la relocation.

Défiance des évictions de NENO: Nous avons reçu le rapport en provenance de l'un de nos branches dans le district de Neno qu'on a donné aux vendeurs 7 jours pour démolir leurs structures afin de permettre le démarrage du projet Clinton/Hunter. L'exécutif de MUFIS a reçu cette nouvelle avec une attitude négative. C'est ainsi que certains d'entre-eux sont allés à Neno où ils ont soulevé les préoccupations suivantes avec les officiels du District Assembly, que:

- Le préavis était tellement court que même les officiels n'en étaient pas au courant;
- On doit trouver une autre place opérationnelle pour remplacer celle en question;
- Les gens doivent être compensés pour les structures démolies;

La priorité de relocation soit accordée à ceux qui ont été expulsés d'abord.

Après discussion, le District assembly a abandonné sa décision, le préavis a été prolongé et fonction du progrès du travail de construction, et les gens pouvaient recevoir de l'argent en compensation de leurs structures démolies. Une autre assurance c'est que la priorité sera accordée à ceux qui étaient les premiers au marché. L'action que MUFIS a prise a remonté la morale des gens car davantage des membres ont adhéré le syndicat et la collecte des cotisations des membres s'est améliorée dans cette branche.

Discours de remerciement: MUFIS remercie vivement War on Want, la Fédération Internationale des Associations pour l'Education des Travailleurs (FIAET) et StreetNet International. MUFIS voudrait rassurer ses partenaires de coopération que le soutien reçu dans n'importe quelle forme était grandement valorisé. Sans le soutien des trois organisations ci haut, MUFIS aurait des difficultés à réaliser ses activités.